



**Audit - Bureau de Paris**  
16 rue de Monceau

75008 Paris

T : +33 (0)1 47 27 70 43

[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)

## **ASSOCIATION E-GRAINE ILE DE FRANCE**

Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 204 rue de Crimée

75019 PARIS

SIREN : 494 165 863

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



---

## **ASSOCIATION E-GRAINE ÎLE-DE-FRANCE**

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

Siège social : 204 rue de Crimée  
75 019 PARIS

SIREN : 494 165 863

---

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'**Association E-GRAINE ILE DE FRANCE**,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **E-GRAINE ILE-DE-FRANCE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 31 mai 2024

Le Commissaire aux Comptes  
Baker Tilly STREGO



Brice ROGIR

**Bilan**

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<i><b>Immobilisations incorporelles</b></i>				
Concessions, brevets et droits assimilés	22 777	22 777		
Autres immob. incorporelles / Avances et acompt	60 604	58 350	2 254	225
<i><b>Immobilisations corporelles</b></i>				
Constructions	49 511	49 511		5 329
Autres immobilisations corporelles	52 882	44 601	8 281	13 416
Immob. en cours / Avances et acomptes				5 659
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	8 764		8 764	8 764
Autres immobilisations financières	11 017		11 017	9 805
Total I	205 555	175 239	30 316	43 198
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks</b>				
<b>Créances</b>				
Usagers et comptes rattachés	229 815		229 815	159 130
Autres créances	167 936		167 936	210 236
<b>Divers</b>				
Disponibilités	29 067		29 067	42
Charges constatées d'avance	3 182		3 182	15 750
Total II	430 000		430 000	385 158
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>635 555</b>	<b>175 239</b>	<b>460 316</b>	<b>428 356</b>

**Bilan**

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>9 198</b>	<b>9 198</b>
Autres fonds propres sans droit de reprise	9 198	9 198
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>	<b>3 409</b>	<b>11 591</b>
Autres fonds propres avec droit de reprise	3 409	11 591
<b>Réserves</b>		
<b>Report à nouveau</b>	<b>-89 013</b>	<b>-109 023</b>
Excédent ou déficit de l'exercice	-2 597	20 009
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>-79 004</b>	<b>-68 225</b>
Total I	-79 004	-68 225
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<b>Fonds dédiés</b>		63 484
Total II		63 484
<b>PROVISIONS</b>		
Total III		
<b>DETTES</b>		
<b>Emprunts obligataires et assimilés</b>		
<b>Emprunts</b>	68 460	100 634
Découverts et concours bancaires		2 125
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	68 460	102 759
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	178 550	95 966
Dettes fiscales et sociales	42 019	21 222
Autres dettes	37 499	8 028
Produits constatés d'avance	212 792	205 124
Total IV	539 320	433 098
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>460 316</b>	<b>428 356</b>

## Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>843 433</b>		<b>499 865</b>	
Ventes de prestations services	843 433	83,96	499 865	71,82
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>246 581</b>		<b>249 348</b>	
Concours publics et subventions d'exploitation	160 169	15,95	189 471	27,22
Ressources liées à la générosité du public	905	0,09	6 680	0,96
Contributions financières	85 507	8,51	53 196	7,64
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	33 121	3,30	14 050	2,02
Utilisation des fonds dédiés	63 484	6,32	23 430	3,37
Autres produits	2 325	0,23	31 359	4,51
Total I	1 188 943	118,36	818 052	117,53
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Autres achats et charges externes	656 573	65,36	336 970	48,41
Impôts, taxes et versements assimilés	18 324	1,82	3 254	0,47
Salaires et traitements	395 039	39,33	307 000	44,11
Charges sociales	105 848	10,54	81 356	11,69
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	13 299	1,32	5 308	0,76
Reports en fonds dédiés			63 484	9,12
Autres charges	1 520	0,15	20	
Total II	1 190 604	118,53	797 392	114,57
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-1 661</b>	<b>-0,17</b>	<b>20 660</b>	<b>2,97</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Autres intérêts et produits assimilés	5			
Total III	5			
<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
Intérêts et charges assimilées	445	0,04	651	0,09
Total IV	445	0,04	651	0,09
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-440</b>	<b>-0,04</b>	<b>-651</b>	<b>-0,09</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+)</b>	<b>-2 101</b>	<b>-0,21</b>	<b>20 009</b>	<b>2,87</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>				
<b>Total V</b>				
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				
Sur opérations de gestion	496	0,05		
<b>Total VI</b>	<b>496</b>	<b>0,05</b>		
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>-496</b>	<b>-0,05</b>		
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>1 188 948</b>	<b>118,36</b>	<b>818 052</b>	<b>117,53</b>
<b>Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>1 191 545</b>	<b>118,62</b>	<b>798 043</b>	<b>114,66</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-2 597</b>	<b>-0,26</b>	<b>20 009</b>	<b>2,87</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NAT</b>				
Bénévolat	10 138		6 912	
<b>TOTAL</b>	<b>10 138</b>		<b>6 912</b>	
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLON</b>				
Personnel bénévole	10 138		6 912	

**Compte de résultat**

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%
TOTAL	10 138		6 912	



## Règles et méthodes comptables

---

### Désignation de l'association : E-GRAINE ILE DE France

Objet social de l'association :

e-graine est un mouvement associatif citoyen poursuivant un objectif d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale qui, au travers des méthodes éducatives (actives) a pour volonté de cultiver l'envie d'agir pour un monde solidaire et responsable chez le plus grand nombre, tout au long de la vie.

L'association e-graine Ile-de-France est une association d'éducation à la citoyenneté mondiale qui a pour volonté de cultiver l'envie d'agir pour des territoires solidaires et responsables, conformément au projet associatif de l'Union des associations e-graine.

Elle agit notamment via des interventions clés en main ou évènementielles, des projets de participation citoyenne, d'ingénierie pédagogique, des rallyes des métiers, de la formation professionnelle, et toute autre activité mobilisant son savoir-faire d'ingénierie pédagogique ou permettant d'accompagner plus largement le territoire francilien dans sa transition écologique et citoyenne.

Aussi longtemps que cela favorise son objet ou la réalisation du projet associatif, l'association e-graine Ile-de-France peut également réaliser toute opération connexe ou complémentaire pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités ci-dessus, et notamment :

Prendre toute participation dans toute société ;

Rejoindre, adhérer, ou s'affilier à toute association ou autre groupement, de droit privé ou de droit public, ayant ou non la personnalité morale, français ou non.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 463 936 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 2 597 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 16 mai 2024 par les dirigeants de l'association.

### Règles générales

---

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été préparés conformément au règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) – arrêté du 5 décembre 2018 et au règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 de l'autorité des Normes Comptables (ANC) relatif au Plan Comptable Général (PCG).

L'application de la réglementation comptable 2018-06 aux opérations en cours n'a pas modifié les comptes des exercices antérieurs. Ainsi les comptes annuels du dernier exercice clos avant le changement de réglementation comptable ne sont pas affectés par celui-ci. Aussi, ce changement de plan comptable n'a pas eu d'impact significatif sur la présentation des comptes annuels par rapport à l'exercice précédent. Ce dernier est donc présenté selon le nouveau plan comptable.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, - indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.  
La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.  
Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## **Immobilisations corporelles et incorporelles**

---

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### **Amortissements**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

## **Informations relatives au régime fiscal**

---

L'association n'est pas soumise aux impôts commerciaux.

## **Faits caractéristiques de l'exercice**

---

Durant cet exercice, l'association a poursuivi le développement de ses activités ce qui se traduit par une évolution importante de son budget (+68,43% du CA) du fait notamment de la forte augmentation des stands dans le cadre de notre collaboration avec le SYCTOM. Le résultat est cependant légèrement négatif du fait de la hausse des dépenses en lien avec l'augmentation de la masse salariale (salaires et traitements: + 30,82%) et des charges sociales afférentes, mais aussi par un recours accru aux prestataires pour soutenir l'association lors des pics d'activité.

## Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Actif immobilisé

### Tableau des immobilisations

	Valeur brute début exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Frais d'établissement, de recherche et développement			
<b>Total I</b>			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	81 055,89		2 325,00
<b>Total II</b>	<b>81 055,89</b>		<b>2 325,00</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains			
Constructions sur sol propre	49 511,03		
Constructions sur sol autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements, aménagements divers			
Matériel de transport	12 497,50		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	50 269,73		2 612,03
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	5 658,98		
Avances et acomptes			
<b>Total III</b>	<b>117 937,24</b>		<b>2 612,03</b>
<b>Immobilisations financières</b>			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	8 764,00		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	9 804,97		2 895,41
<b>Total IV</b>	<b>18 568,97</b>		<b>2 895,41</b>
<b>Total général I+II+III+IV</b>	<b>217 562,10</b>		<b>7 832,44</b>

	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement, de recherche et développement				
<b>Total I</b>				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			83 380,89	
<b>Total II</b>			<b>83 380,89</b>	
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre			49 511,03	
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport	12 497,50			
Matériel de bureau et informatique, mobilier			52 881,76	
Emballages récupérables et divers				

Immobilisations corporelles en cours	5 658,98			
Avances et acomptes				
<b>Total III</b>	<b>18 156,48</b>		<b>102 392,79</b>	
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations			8 764,00	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			11 017,22	
<b>Total IV</b>			<b>19 781,22</b>	
<b>Total général I+II+III+IV</b>	<b>18 156,48</b>		<b>205 554,90</b>	

## Amortissements des immobilisations

Situations et mouvements de l'exercice	Valeur en début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Sorties / Reprises	Valeur en fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement, de recherche et développement				
<b>Total I</b>				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	80 830,89	296,07		81 126,96
<b>Total II</b>	<b>80 830,89</b>	<b>296,07</b>		<b>81 126,96</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre	44 181,72	5 329,31		49 511,03
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport	12 497,50		12 497,50	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	36 853,54	7 747,15		44 600,69
Emballages récupérables et divers				
<b>Total III</b>	<b>93 532,76</b>	<b>13 076,46</b>	<b>12 497,50</b>	<b>94 111,72</b>
<b>Total général I+II+III</b>	<b>174 363,65</b>	<b>13 372,53</b>	<b>12 497,50</b>	<b>175 238,68</b>

## Actif circulant

### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 416 597 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
<b>De l'actif immobilisé</b>				
Créances rattachées à des participations	6 030,00			6 030,00
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières	10 529,22			10 529,22
<b>De l'actif circulant</b>				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances client	229 814,82	229 814,82		
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés	18,90	18,90		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	312,16	312,16		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				

Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers	125 335,72	125 335,72		
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers	44 556,27	44 556,27		
Charges constatées d'avance				
<b>Total</b>	<b>416 597,09</b>	<b>400 037,87</b>		<b>16 559,22</b>
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice				
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice				
(2) Prêts et avances consenties aux associés				

## Produits à recevoir

Produits à recevoir (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	112 433,59
Autres créances	167 605,37
<b>Total</b>	<b>280 038,96</b>

## Charges à payer

Charges à payer (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres titres obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	76 775,81
Dettes fiscales et sociales	25 864,70
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
<b>Total</b>	<b>102 640,51</b>

## Etat des dettes

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)				
- à un an maximum à l'origine				
- à plus d'un an à l'origine	68 460,20	32 382	35 978	
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	180 836,58	180 836,58		
Personnel et comptes rattachés	13 176,78	13 176,78		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	24 865,44	24 865,44		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts taxes et versements assimilés	3 977,27	3 977,27		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)				
Autres dettes	38 831,30	38 831,30		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>Total</b>	<b>330 147,57</b>			
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	32 173			
(2) Emprunt, dettes contractées auprès des associés				

## Produits constatés d'avance

---

<b>Produits constatés d'avance (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)</b>	<b>Montant</b>
Produits d'exploitation Produits financiers Produits exceptionnels	212 791,93
<b>Total</b>	<b>212 791,93</b>

## Charges constatées d'avance

---

<b>Charges constatées d'avance (Décret n°83-1020 du 29/11/83 article 23)</b>	<b>Montant</b>
Charges d'exploitation Charges financières Charges exceptionnelles	3 181,95
<b>Total</b>	<b>3 181,95</b>

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics Subventions d'exploitation Subventions d'équilibre Subventions d'investissement			57 200		102 969	160 169
			57 200		102 969	160 169



## Tableau de suivi des fonds associatifs

Nature des provisions et des réserves	Montant au début de l'exercice	Affectation résultats et retraitement	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant fin de l'exercice
<b>Fonds Propres</b>					
Fonds associatifs sans droit de reprise	9 197				9 197
Fonds associatifs avec droit de reprise	11 591			8 185	3 409
<b>Réserves</b>					
Autres réserves					
Report à nouveau	-109 023	20 009			-89 013
Résultat de l'exercice	20 009	-20 009			-2 597
<b>Total</b>	<b>- 68 226</b>			<b>8 185</b>	<b>- 79 004</b>

## Engagements retraite

Le montant des engagements retraite ne sont pas significatifs au regard de l'ancienneté du personnel.

## Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

## Effectif

Effectif moyen du personnel : 16 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres				
Employés	2	14	16	
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>14</b>	<b>16</b>	

## Informations sur les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés

Comme stipulé dans l'article 18 des statuts, les fonctions des membres du Conseil d'Administration sont exercées à titre gratuit et bénévole.

Ils peuvent cependant demander remboursement de leurs frais sur justificatifs.